

La confiance
ça se mérite

Amundi

ASSET MANAGEMENT

OBJECTIF RESPONSABLE

Construire le monde de demain avec l'Investissement Responsable

N°9 | Février 2024

« Aucune société ne peut prospérer et être heureuse, dans laquelle la plus grande partie des membres est pauvre et misérable. »

Adam Smith, philosophe et économiste écossais du 18^e siècle

VUE D'ENSEMBLE

Les inégalités sociales : une réalité plurielle

L'égalité entre les hommes est proclamée tant par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 que par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

Pourtant, plus de deux siècles plus tard, les inégalités sociales persistent, en France et dans le monde, et ont été aggravées par la pandémie du Covid-19 et la baisse du pouvoir d'achat provoquée par l'inflation.

Les inégalités sociales, qu'ézaco ?

On peut parler d'inégalités quand une personne ou un groupe détient des ressources, exerce des pratiques ou a accès à des biens et services socialement valorisés et qu'une partie des autres ne détient pas¹

Souvent associées aux inégalités économiques, elles ne se limitent pourtant pas aux différences de revenus et touchent la plupart des sphères de la vie, telles que :

Les chiffres ci-dessous sont pour la France



L'éducation

A l'université, **les enfants de cadres sont trois fois plus nombreux que les enfants d'ouvriers²**, en raison d'un système scolaire qui favorise les enfants de diplômés dès les petites classes.



La santé

Les 10% de Français les plus modestes ont un risque 2,8 fois plus élevé de développer un diabète que les 10% les plus riches³. Cette inégalité peut s'expliquer par des facteurs tels que les conditions de vie et de travail, l'accès aux soins ou encore les comportements individuels.



Le logement

33% des ménages pauvres souffrent du bruit environnant dans leur logement, contre 19% pour les personnes au-dessus du seuil de pauvreté⁴. Le bruit constitue un élément déterminant de la qualité de vie au quotidien, du sommeil et de la santé en général.



Les loisirs

65% des cadres et des professions intermédiaires partent en vacances chaque année, contre 47% des ouvriers⁵. Une inégalité qui s'explique bien sûr par la différence de revenus, mais aussi par d'autres facteurs liés au modes de vie (habitude de voyager depuis l'enfance, maîtrise d'une éventuelle langue étrangère, résidence secondaire, etc.)



La capacité à polluer

Les 10% les plus pauvres émettent en moyenne 15 tonnes d'équivalent CO2 par an en France, contre 40 tonnes pour les plus riches⁶. De par leur mode de vie (logements plus spacieux, plus de déplacements, etc.), les ménages les plus aisés contribuent davantage au réchauffement climatique.

1. Définition de l'Observatoire des inégalités, <https://www.inegalites.fr/Qu-est-ce-qu-une-inegalite>

2. Source : ministère français de l'éducation nationale, données 2021-2022

3. Source : ministère français de la santé, données 2016-2017

4. Source : calculs de l'Observatoire des inégalités d'après l'Insee, données 2022

5. Source : Eurostat, données 2020

6. Source : Crédoc, 2022

7. « L'empreinte carbone des ménages français et les effets redistributifs d'une fiscalité carbone aux frontières », Paul Malliet, OFCE-Sciences Po, 9 janvier 2020

VUE D'ENSEMBLE

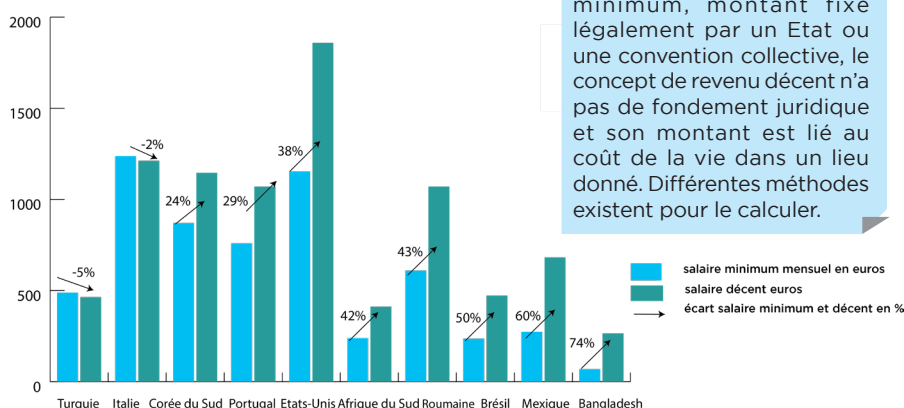
Revenu décent : fabriquer des vêtements sans y laisser sa chemise

Salaire minimum vs revenu décent

Le « revenu décent » désigne le montant minimum nécessaire pour assurer un niveau de vie élémentaire mais socialement acceptable. Il permet de satisfaire les besoins essentiels : se nourrir, se loger, s'éduquer, se soigner, se déplacer, s'habiller et mettre un peu d'argent de côté pour faire face aux imprévus. Gagner sa vie décemment est non seulement un droit humain fondamental, mais contribue également à sortir de la pauvreté et à lutter contre les inégalités.

Et pourtant, l'écart entre le salaire minimum et le revenu décent s'élève à 48,5%⁸ dans les 28 principaux pays producteurs de textile. Autrement dit, au niveau mondial, les ouvriers qui fabriquent nos vêtements perçoivent environ la moitié de ce dont ils ont besoin pour vivre convenablement. Bien que la majorité des pays disposent d'un salaire minimum, celui-ci peut être insuffisant pour satisfaire les besoins fondamentaux.

Salaire minimum et décent dans quelques pays producteurs de textile



LE SAVIEZ-VOUS ?

Contrairement au salaire minimum, montant fixé légalement par un Etat ou une convention collective, le concept de revenu décent n'a pas de fondement juridique et son montant est lié au coût de la vie dans un lieu donné. Différentes méthodes existent pour le calculer.

Quel intérêt pour les entreprises ?

Les salariés qui en bénéficient sont généralement plus satisfaits, plus fidèles à l'entreprise et plus motivés, ce qui peut se traduire par une hausse de la productivité et une baisse des coûts associés au turnover, à l'absentéisme et aux accidents du travail⁹. Le revenu décent participe aussi au développement économique : sur le long terme, une augmentation du salaire minimum de 1% est associée à une hausse des ventes au détail de 0,5%¹⁰. Enfin, il contribue à améliorer la réputation d'une société auprès de ses partenaires, fournisseurs et clients.



Le revenu décent pour faire bouger les lignes dans l'industrie textile

L'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh en 2013, qui a coûté la vie à plus de 1 100 ouvriers du textile, marque le début d'une prise de conscience des marques de prêt-à-porter et des consommateurs. Ce drame questionne la responsabilité des donneurs d'ordre, de grandes marques occidentales, en ce qui concerne les conditions de travail chez leurs fournisseurs.

Face à ces enjeux, des ONG, entreprises, institutions internationales et investisseurs se mobilisent pour améliorer les conditions de travail tout au long des chaînes d'approvisionnement, notamment par le biais d'un revenu décent. Par exemple, l'Organisation mondiale du travail s'engage dans diverses initiatives en faveur du salaire décent et cherche à mettre en évidence les bonnes pratiques de fixation des salaires. Le Pacte mondial des Nations unies le promeut quant à lui via des initiatives telles que « Forward faster », qui appelle les entreprises à verser un salaire décent à l'ensemble de leurs employés d'ici à 2030 et à établir un plan d'action avec leurs sous-traitants afin d'œuvrer à l'obtention d'un salaire décent¹¹. Ce processus long et complexe demande aux entreprises une excellente compréhension de leurs chaînes d'approvisionnement, une forte collaboration avec leurs fournisseurs, de la transparence et un suivi régulier. Une tâche ardue mais indispensable pour que les ouvriers du textile ne vivent plus sur le fil.

8. <https://www.theindustrywewant.com/wages>

9. <https://forwardfaster.unglobalcompact.org/living-wage#:~:text=Today%2C%20over%20a%20billion%20working,a%20decent%20standard%20of%20living>

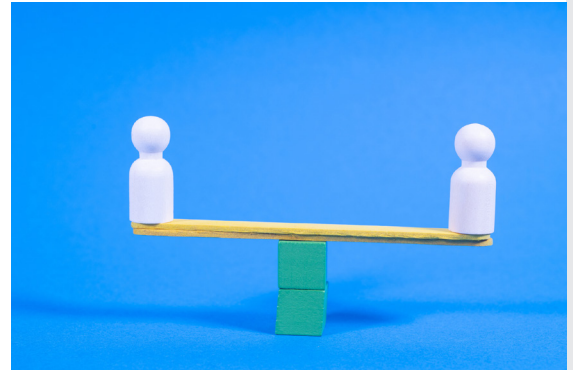
10. <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1035304620949950>




11. <https://pactemondial.org/2023/10/06/rejoignez-initiative-forward-faster/#:~:text=Alors%20que%20le%20monde%20se,sexes%2C%20climat%2C%20eau%20et%20EF%AC%81nance>

ÉCLAIRAGE

Contribuer à une société plus égalitaire avec son épargne

Les défis environnementaux et sociaux actuels incitent un nombre croissant d'épargnants à prendre en compte les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs décisions de placement. La dimension sociale est particulièrement pertinente dans le contexte actuel de creusement des inégalités. Vous souhaitez contribuer à la réduction des inégalités avec votre épargne mais ne savez pas quel(s) fonds choisir ? Les questions suivantes peuvent vous donner quelques idées d'investissement :



<p>1 </p>	<p>2 </p>	<p>3 </p>
<p>Le fonds intègre-t-il des critères sociaux dans son processus de sélection ?</p> <p>Les fonds prenant en compte les critères ESG dans leur stratégie, et en particulier ceux qui favorisent le pilier social sont susceptibles de contribuer à la réduction des inégalités.</p>	<p>Le fonds est-il labellisé ?</p> <p>Certains labels, par exemple Finansol, délivré par l'association FAIR, permettent d'attester du caractère solidaire d'un produit. En tant qu'épargnant, il vous assure que les fonds labellisés Finansol contribuent au financement d'activités génératrices d'utilité sociale, comme l'accès à l'emploi ou au logement.</p>	<p>Le fonds a-t-il comme objectif d'investissement d'avoir un impact social positif et mesurable parallèlement à la performance financière ?</p> <p>Pour en savoir plus, découvrez l'investissement à impact ci-dessous.</p>



ZOOM L'investissement à impact

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'investissement à impact désigne une stratégie visant à accélérer la transformation juste et durable de l'économie réelle en apportant une preuve de ses effets bénéfiques¹². L'investissement à impact est réalisé dans l'intention de générer un impact social et ou environnemental positif et mesurable parallèlement à un rendement financier¹³.

Les produits d'épargne à impact répondent aux 3 dimensions clés suivantes :

- L'intentionnalité, qui correspond à la volonté de contribuer à générer un bénéfice social et ou environnemental en ligne avec l'atteinte d'un ou plusieurs objectifs de développement durable ;
- La mesurabilité, qui évalue les effets environnementaux et sociaux dans l'économie réelle sur la base des objectifs annoncés dans le cadre de l'intentionnalité ;
- L'additionalité, qui est la contribution de l'investissement à impact¹⁴.

Les thématiques d'impact peuvent être diverses, telles que la création d'emplois, l'accès à l'éducation ou à la santé.

Depuis 2018, Amundi est membre de la « Platform Living Wage Financials », une coalition qui réunit 19 institutions financières, avec pour objectif d'encourager les entreprises en portefeuille à offrir des salaires décents sur l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement.

La coalition cherche à influencer plus de 50 sociétés des secteurs du textile, de l'agroalimentaire et de la grande distribution afin qu'elles adoptent de bonnes pratiques sociales et économiques.



12. Source AFG : la finance durable – comprendre en 9 questions

13. Source : Global Impact Investing Network GIIN

14. Source : Frane invest/FR

FOCUS

Amundi, un acteur de référence de l'investissement responsable

Le monde d'aujourd'hui est confronté à de nombreux défis en matière de développement durable, qui touchent tous les secteurs de la vie : réduction des inégalités, égalité femmes-hommes, diminution de l'impact carbone, protection des espèces. L'investissement responsable est la réponse que le monde de la finance apporte à ces défis, c'est-à-dire l'investissement qui vise à la fois la performance financière et les bénéfices environnementaux et sociaux.

Amundi se classe dans le top 10 mondial de la gestion d'actifs avec 2 037 milliards d'euros¹⁵ d'actifs sous gestion et 885,6 milliards d'euros¹⁵ d'actifs responsables.



Pionnier
de l'investissement responsable
avec plus de 30 ans d'expérience



885,6 Mds €
d'encours en Investissement
Responsable¹⁵



19 868
émetteurs notés
sur les critères ESG¹⁵



2 351 entreprises
auprès desquelles Amundi
s'est engagé en 2023¹⁵



10 357
assemblées générales
d'actionnaires dans lesquelles
Amundi a voté en 2023¹⁵

15. Source : Amundi au 31 décembre 2023.



Retrouvez toutes les définitions des termes financiers utilisés dans ce document dans le [lexique](#)

AVERTISSEMENT

Achevé de rédiger le 17 janvier 2024. Investir comporte des risques. Rien ne garantit que les considérations EGS amélioreront la stratégie d'investissement ou la performance d'un fonds. Les informations figurant dans cette publication ne visent pas à être distribuées ni utilisées par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Amundi ou ses sociétés affiliées de se conformer aux obligations d'enregistrement de ces pays. Notamment cette publication ne s'adresse pas aux US persons telle que cette expression est définie dans le US Securities Act de 1933. Les données et informations figurant dans cette publication sont fournies à titre d'information uniquement. Aucune information contenue dans cette publication ne constitue une offre ou une sollicitation par un membre quelconque du groupe Amundi de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers. Les informations contenues dans cette publication sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos et ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Les informations sont inévitablement partielles, fournies sur la base de données de marché constatées à un moment précis et sont susceptibles d'évolution.

Les prévisions, évaluations et analyses ne doivent pas être regardées comme des faits avérés et ne sauraient être considérées comme des prédictions exactes des événements futurs.

Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans notre autorisation. Édité par Amundi Asset Management - Société par actions simplifiée au capital de 1 143 615 555 euros - Siège social : 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 04000036 - 437 574 452 RCS Paris.